



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2020-61
Séance du 07 décembre 2020 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt, le 07 décembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Aldon, Briane, Caizergues, Castellon, Deyrat, Lenoir, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala
Mmes Enjalbert, Joannot, Palau, Suau, Torrandell, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Berard pouvoir à Mme Torrandell, Mme Gouard pouvoir à M. Perez, M. Huber pouvoir à M. Deyrat, M. Oudinot pouvoir à M. Castellon, Mme Pervent pouvoir à M. Caizergues

Absents : Mme Balsan

Secrétaire de séance : Mme Brigitte Torrandell

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 17

Procurations : 5

Absents : 1

Votants : 22

Date de convocation et affichage

03 décembre 2020

Objet : Convention de partenariat pour l'accès au programme Eco Métropole de l'Ecolothèque

M. le maire explique aux membres du conseil municipal la nécessité de promouvoir auprès des jeunes la prise en compte des préoccupations environnementales.

Il rappelle que Montpellier Méditerranée Métropole a instauré un programme appelé EcoMétropole qui propose à la commune d'établir un partenariat avec l'Ecolothèque en vue de permettre aux animateurs et aux enfants du centre de loisirs de recevoir un appui pédagogique dans le cadre d'un projet adapté.

Il propose le renouvellement de l'adhésion de la commune au protocole de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'accès au programme EcoMétropole de l'Ecolothèque.

Le conseil municipal après discussion et à l'unanimité

- émet un avis favorable,
- autorise M. le maire à signer le protocole de partenariat, dont le projet est en annexe, ainsi que toutes les pièces nécessaires à sa mise en application.

Lavérune le 07 décembre 2020

Roger CAIZERGUES

Maire

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État.
Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérécourse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr
nomenclature : 1.7.3